
MARRAKECH – Réunion des membres du GAC / Commonwealth
Mardi 8 mars 2016 – 12h30 à 14h00 WET
ICANN55 | Marrakech, Maroc

SHOLA TAYLOR :

Bonjour. Il est 12h45. On a quinze minutes de retard. J'aimerais vous souhaiter la bienvenue à cette courte réunion. C'est une de ces réunions qui...

Et j'espère qu'en 30 minutes ce sera fini. Premièrement, laissez-moi vous présenter, à ma gauche, Mark Carvel, représentant du gouvernement du Royaume-Uni qui coordonne les points de vue du gouvernement britannique et qui nous offrira l'état des choses ces derniers jours. À ma droite, j'ai délibérément demandé de prendre place à Bernadette Lewis qui est la Secrétaire générale de l'Union des télécommunications des Caraïbes dont les membres sont également membres de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth. Je suis sûr qu'elle aura bien de choses à nous dire.

Il existe essentiellement deux ou trois questions de l'ordre du jour à traiter. La première vise à vous informer sur le plan stratégique que la CTO a adopté dans les dernières une ou deux semaines, et Mark vous présentera la mise à jour de la réunion

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

de haut niveau qui a eu lieu hier. Puis, on aura des discussions sur quelques-unes des questions qui seront soulevées.

Maintenant en termes du plan stratégique, j'ai assumé ces fonctions il y a environ cinq mois et j'ai exposé mon point de vue au conseil qui m'a maintenant autorisé à recruter les consultants pour élaborer le plan. Nous avons publié un appel à propositions de consultants à l'échelle mondiale et après évaluation, nous avons choisi Philip Cross qui est un consultant de la Jamaïque basé aux États-Unis. Il a été le leader des Caraïbes à l'UIT. Il nous a donc aidés à élaborer le plan.

Je suis particulièrement heureux que nous ayons une bonne représentation ici. Je sais que le Commonwealth est représenté par différents continents ; il y a l'Afrique bien entendu, les Caraïbes qui sont également visibles ici, l'Europe, le Canada qui vient de nous rejoindre et l'Asie. Je suis donc très heureux de la représentation que nous avons.

Je vais juste passer en revue le nouveau plan stratégique qui a été adopté par le conseil exécutif. Actuellement ce plan a été soumis aux membres du conseil pour adoption, j'espère donc qu'avant la fin de cette année ; ce plan deviendra effectif 1er avril.

La CTO est la plus ancienne organisation du Commonwealth en matière de TIC et il pourrait peut-être vous intéresser que cette

année nous fêtons notre 115e anniversaire, ce qui veut dire qu'on est là pendant assez longtemps. Cela a évolué au fil des ans. En 1967, l'organisation est devenue un organisme de diffusion intergouvernemental. Nos membres se propagent [inaudible] le Commonwealth et au-delà. Nous avons adopté une structure permettant aux membres n'appartenant pas au Commonwealth de faire partie de la CTO. Actuellement il y a des membres des gouvernements, des organismes de réglementation, de la société civile, du secteur privé, et récemment, nous avons introduit une nouvelle catégorie de membres – l'université, parce que nous pensons qu'ils peuvent beaucoup contribuer. Nous avons également introduit des consultants associés parce qu'on nous a demandé de plus en plus de faire beaucoup de choses que nous ne serons pas en mesure de faire avec l'infrastructure existante. À l'heure actuelle, nous sommes en train d'identifier quels sont les potentiels associés consultants qui pourraient travailler avec nous. Et parmi eux, un certain nombre a déjà travaillé avec nous, mais nous avons juste besoin de formaliser les arrangements.

Comme je le disais, nous sommes là depuis plus de 100 ans... Une de nos principales forces est le renforcement des capacités, ce que nous faisons sur un certain nombre de questions – large bande, cybersécurité, spectre, questions de réglementation, les applications des TIC, etc. Nous avons adopté une déclaration de

la vision car nous voulons être un partenaire fiable pour le développement durable à travers les TIC. Voilà notre premier objectif : examiner les points forts. Deuxièmement, nous examinons les objectifs de développement durable qui ont été adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU en décembre dernier et nous avons essayé de tirer de là les éléments clés sur les TIC. Je vais juste vous montrer trois de ces questions.

Bon, avant d'y arriver, je voudrais juste souligner nos six objectifs en termes du plan stratégique.

Premièrement, on doit améliorer notre adhésion – soit dit en passant, il y a des petits quelque chose à grignoter, café et thé gratuit... Premièrement valoriser notre adhésion. Nous avons actuellement mis en place ce que nous appelons un Plan d'action des membres, par lequel nous sommes impliqués dans un accord entre la CTO et chacun des membres, qu'ils soient de membres de gouvernement ou du secteur privé. Et le document préliminaire est actuellement à l'étude de différents pays en termes du plan d'action. Il faut dire que la plupart des pays ont réagi très positivement.

Deuxièmement, nous promouvons l'habilitation des contextes de réglementation. Nous organisons des conférences sur le spectre, par exemple. Nous avons trois ateliers sur la réglementation avec le Conseil où le président du Conseil

d'administration, des membres des Conseils et des hauts fonctionnaires des gouvernements viennent interagir avec nous. Nous leur donnons aussi la possibilité d'interagir avec notre régulateur hôte OFCOM ainsi qu'avec British Telecom. Et tout cela est une très grande expérience en matière de TIC.

Notre troisième objectif est celui de promouvoir la connectivité à large bande abordable et universelle de qualité, et comme nous l'avons entendu plusieurs fois il y a quelque 3 milliards de personnes qui doivent encore être connectées et le Commonwealth a un grand nombre de citoyens non-connectés. Nous voulons promouvoir la connectivité dans tout le Commonwealth.

Quatrièmement, nous voulons promouvoir la culture de la cybersécurité et des cyber gouvernements efficaces. Je peux dire avec fierté que le gouvernement britannique nous a beaucoup aidés et grâce à son soutien, nous avons pu aider l'Ouganda, le Botswana, le Cameroun et dernièrement le Nigéria en matière de stratégies, en termes de leurs politiques de cybersécurité. Le gouvernement des îles Fidji vient de signer un accord avec nous pour recevoir notre aide pour leurs plans de cybersécurité, et nous travaillons actuellement avec le gouvernement britannique sur un gros travail de la Commission européenne qui, j'espère, sera fait avec ces autres pays en Afrique du sud.

Cinquièmement, nous voulons promouvoir l'utilisation et le développement des applications des TIC pour la santé et l'agriculture, pour aider pratiquement dans tous les secteurs de l'économie.

En enfin, ce qui peut être un des points qui m'intéresse davantage, assurer une coordination efficace des pays du Commonwealth lors des conférences internationales des TIC.

Maintenant... permettez-moi de vous parler davantage de cette question parce qu'à mon avis, elle est essentielle. Une des choses qui s'est passée est que, dans la préparation de conférences mondiales nous avons constaté qu'un grand nombre de pays en développement n'ont pas eu la bonne exposition pour pouvoir se préparer pour ces conférences. Si vous regardez cette réunion de l'ICANN, par exemple, la participation des pays en développement est très très faible. Si vous avez fait attention à une des présentations, un des rapports a déclaré que la participation pour venir à cette réunion était d'environ 7 % en Afrique, environ 8 % dans les pays d'Amérique latine et les Caraïbes, et nous avons perçu qu'il est nécessaire d'aider un bon nombre de nos membres qui ont besoin du renforcement des capacités. Nous avons donc adopté un schéma suivant lequel, avant toute conférence mondiale, nous avons une réunion préparatoire pour informer nos membres, pour comparer les notes, et quand je parle de [frais] j'ai trouvé

que c'était une des premières choses que j'avais à faire ; j'ai convoqué à une réunion des pays du Commonwealth à Londres et nous avons examiné les positions des Amériques, de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie sur chaque élément de l'ordre du jour de la conférence mondiale [médias]. On en a discuté, on a examiné les différences, on a examiné les propositions communes et là où il y avait des différences, nous en avons discuté pour savoir pourquoi l'Asie avait un point de vue différent de l'Afrique sur une question en particulier. Pourquoi l'Europe avait un point de vue différent.

Après ces trois journées, nous avons pu parvenir à un consensus et la bonne chose pour moi était que le consensus atteint reflétait réellement les décisions de la conférence [dans le droit lui-même]. Et j'ai été vraiment heureux du résultat. Nous avons eu des réunions hebdomadaires où certains pays qui ont proposé de défendre certaines questions. Un des problèmes les plus critiques était le suivi des vols mondiaux et un monsieur du Canada a offert d'en faire la coordination et tout a changé pendant la conférence. Cela a vraiment aidé. Il y a également eu d'autres questions sur les UHF, point qui a été défendu par le Royaume-Uni. Encore une fois, ce que nous avons décidé lors de cette réunion préparatoire s'est vu reflété dans la conférence finale.

Lors de cette réunion, nous avons fait la même chose, nous organisons une réunion pour partager nos points de vue. Au Brésil, pendant le dernier FGI, nous avons fait la même chose et nous voulons que cela devienne un processus continu. Plus tard, nous parlerons de la manière dont on va le faire et des plans pour avoir un FGI du Commonwealth autonome.

En interne, nous avons certains objectifs, ceux que j'ai montrés aux objectifs de [XML]. En interne, nous [révisons] notre structure interne et nous développons aussi un plan de communication moderne. À l'heure actuelle, nous publions une fois par mois un magazine e-Commonwealth, et si vous ne l'avez pas reçu, donnez-nous votre contact et vous allez le recevoir tous les mois.

Comme je le disais, le plan sur la coordination [efficace] au sein de l'UIT, l'UIT aura une conférence à la fin de cette année, par exemple, sur les normes. Nous allons donc convoquer la réunion du Commonwealth afin de préparer les pays pour cette conférence. Nous faisons la même chose ici à l'ICANN et au Forum de gouvernance de l'Internet.

J'ai mentionné tous ces efforts que nous entreprenons. Nous essayons également d'encourager nos pays pour comprendre la discussion de la transition de la supervision des fonctions IANA. Vous remarquerez ici l'absence d'un grand nombre d'autres

pays. J'ai pu parler à quelques ministres et la seule question qu'ils me posaient était : « Comment pouvez-vous aider à ce que les fonctionnaires soient formés sur les enjeux qui en découlent ? » Et une de leurs préoccupations est la participation de l'État. Comment pouvez-vous assurer, comment faire en sorte que les gouvernements soient assurés que leur contribution sera prise en compte dans la nouvelle structure ? Je pense que c'est l'une des choses à laquelle il faut réfléchir.

Nous avons également décidé de mettre en place un site Web pour ce travail et je suis heureux que le gouvernement du Royaume-Uni nous ait donné son soutien. Voici le lien. Et comme je le disais, nous aurons très bientôt un FGI autonome afin de coordonner les différents plans. Si vous cliquez ici vous allez sur le site Web où vous trouverez toutes les informations à votre disposition.

Pour atteindre cet objectif, nous allons recruter un agent dédié pour qu'il travaille sur ces questions, que ce soit avec l'ICANN ou avec le spectre ; on a besoin d'avoir quelqu'un qui s'occupe de ces questions pour nous.

Alors, l'objectif essentiel est d'apporter la valeur du Commonwealth dans l'agenda de la mondialisation. Je termine ici ma brève présentation. Je demanderai à Mark de nous

donner un aperçu sur ce qui s'est passé ces derniers jours, avant d'entrer dans le débat. Merci. Mark.

MARK CARVEL :

Merci beaucoup, Shola. Nous apprécions énormément votre excellente participation si forte et diversifiée dans cette réunion organisée pendant la pause déjeuner. Nous l'apprécions énormément. Elle est ardue, cette réunion. Nous avons commencé... Eh bien, le GAC a commencé samedi et j'étais ici vendredi pour la réunion de la journée du CCWG. Il semblerait que c'est à n'en plus finir, mais c'est formidable de voir beaucoup parmi vous ici sacrifier votre temps de la pause déjeuner pour nous rejoindre. Nous allons donc essayer de ne pas de vous retenir car nous ne sommes qu'à mi-chemin de notre journée de travail et il nous reste beaucoup de travail à faire.

Avant d'aborder les principaux développements, je tiens à exprimer ma gratitude au nom du gouvernement du Royaume-Uni envers la CTO d'avoir entrepris un précieux travail pour rehausser le profil du Commonwealth ici à l'ICANN et d'avoir convoqué à cette réunion du Commonwealth avec des représentants du GAC et des conseillers au sein de la communauté de l'ICANN et également au FGI. J'ai été personnellement très privilégié d'avoir aidé Shola aux sessions à

João Pessoa au Brésil lors du dernier FGI concernant les intérêts du Commonwealth et les initiatives du Commonwealth liées à la politique de l'Internet, la gouvernance de l'Internet, etc.

C'est génial et c'est une bonne nouvelle certainement – excellente nouvelle d'entendre que nous relançons le site du FGI du Commonwealth. Cela a été en principe facilité par COMNET à Malte. La CTO en a pris le contrôle. Cela a contribué à accroître la visibilité des initiatives du Commonwealth sur la protection de l'enfance et est devenu la plate-forme pour le lancement de l'initiative du Commonwealth sur la cybercriminalité que, je suis sûr, beaucoup parmi vous connaissent. Une initiative très réussie qui renforce encore les capacités dans plusieurs États du Commonwealth. Ce sont donc de très bonnes nouvelles à cet égard. Et comme je le disais, la CTO apporte son précieux soutien et facilite ces importantes initiatives.

Alors, où en sommes-nous au cours de cette réunion ? Eh bien, juste hier, et je suis sûr que vous le savez bien, il y a eu la réunion gouvernementale de haut niveau. Mon ministre était ici et plusieurs autres ministres et hauts fonctionnaires des États membres du Commonwealth ont pu participer et prendre la parole et, à mon avis, la réunion a été très réussie. Si vous étiez là pendant la séance du GAC où le représentant du Maroc auprès du GAC a présenté ses premières réflexions sur le déroulement de la réunion gouvernementale de haut niveau... il a souligné le

degré élevé de participation. La réunion a eu de nombreux participants - il a mentionné le chiffre de 85, et je pense que cela signifie 85 gouvernements représentés par des ministres et des hauts fonctionnaires. Je pense au total environ 25 ministres, ce qui est très impressionnant. Le ministère marocain a consacré beaucoup d'efforts pour faciliter un événement très réussi. J'ai pu aider en quelque sorte parce que le Royaume-Uni, comme beaucoup parmi vous le savent, a accueilli la réunion précédente il y a deux ans.

Je crois qu'hier c'était la troisième réunion. Je pense qu'il s'agit d'un modèle qui s'est avéré extrêmement utile pour amener les représentants des gouvernements au niveau politique, au niveau du cabinet, en contact direct avec cette communauté de l'ICANN et pour les engager dans les questions qui ont une incidence sur les infrastructures essentielles de l'Internet dans le monde entier, qui ont une incidence sur toutes nos politiques en matière d'économie numérique, de cybersécurité, tous les éléments – le plan stratégique de la CTO dont de nombreux aspects sont très pertinents pour notre travail ici.

Donc mon ministre était heureux – Ed Vaizey. Il a estimé qu'il avait pu transmettre l'importance de ce forum, la réunion de haut niveau gouvernemental, pour voir l'ICANN en action, et pour le réseau. J'ai dû courir toute la journée avec lui, lui présenter des gens, participer de discussions, voir des idées

nouvelles... Cela est donc très important et nous souhaitons que la quatrième réunion qui aura probablement lieu dans deux ans, aidera à construire ce modèle qui renforce la mise en œuvre de la transition – qui est l'autre question clé, qui se trouve bien sûr au centre de la scène.

Mon conseil à Ed Vaizey était, « Eh bien, nous y sommes presque. On a fait 99 %. La proposition principale sera prête en octobre. Nous avons juste à finir les dépendances de la reddition de comptes concernant la proposition de nommage, et la plupart de tout cela est décidé et discuté ». Nous avons eu des discussions et je pense que nous sommes près de signer ceci car le Comité consultatif gouvernemental est une des organisations membres du groupe de travail intercommunautaire. On est près. Il suffit de peaufiner les formulations car, comme vous le savez, il y a une déclaration de la minorité exprimant des inquiétudes sur les éléments de la proposition, plus précisément la recommandation 11. On a présenté des arguments, on a eu des discussions... bon, on peut aller... OK, céder du terrain... mais nous ne sommes pas vraiment encore parvenus à une réponse définitive. Il nous faudra travailler là-dessus. Et comme vous le savez de l'échange que nous avons juste eu dans le GAC, que nous ne sommes même pas d'accord sur la façon de le faire. Mais j'espère que nous allons démêler la question assez rapidement, car on est pressés par le temps.

Ce qui n'a pas été mentionné, c'est ce qui va se passer aux États-Unis, car si cela se prolonge au-delà de cette semaine aucun calendrier ne sera respecté. Car les audiences du Congrès doivent avoir lieu avant la pause estivale, il faut tout envoyer à la NTIA qui doit en faire la révision, et les comités du Congrès doivent pouvoir faire leur travail avant la pause estivale. Si on arrive au mois de septembre, si nous ne respectons pas la date butoir, ou si nous n'aidons pas les États-Unis à la respecter, eh bien... il y aura les élections présidentielles et, pour être franc, qui sait ce qui va arriver. Qui sait... Il y aura des pressions des deux côtés. Les démocrates, ils diront, « C'est peut-être trop complexe. – Arrêtons et revenons plus tard si nous gagnons ». Peut-être, du côté de Trump et de Cruz tout deviendra encore bien plus agité, pour ainsi dire, entre ces rideaux, ou ces murs. Alors, la pression est là.

Je ne veux pas vous attarder avec plus d'analyses, mais je souhaite vraiment que le GAC puisse continuer. Mais si quelqu'un a des commentaires sur le processus, sur la voie à suivre, j'essaierai de les aider avec plaisir. J'ai été étroitement impliqué dans le travail du CCWG, je suis resté très tard pour participer de longues conférences téléphoniques (pas toutes, 90 ou environ) mais j'ai tout suivi de très près. Je ne suis pas membre du CCWG, mais j'ai été un participant ce qui m'a permis de mettre mon grain de sel et de m'engager tout au long du

processus. J'espère avoir pu aider à voir la scène où nous en sommes. Et encore une fois, si vous avez des questions, des réflexions supplémentaires ou des préoccupations, je serais très intéressé de vous entendre. Merci, Shola.

SHOLA TAYLOR :

Merci bien, Mark. Avant de démarrer les discussions, je voudrais que Bernadette pose une ou deux questions. Pour ceux qui sont arrivés en retard, Bernadette est la Secrétaire générale de l'Union des télécommunications des Caraïbes, et nous sommes tous membres de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth.

BERNADETTE LEWIS :

Merci beaucoup Shola, et bonjour à tous. Je voulais juste féliciter la CTO pour son plan stratégique. Je pense que ça va vous emmener très loin dans le travail qui reste à faire et je voudrais juste attirer l'attention... nous avons un protocole d'accord, la CTO et la CTU, nous avons un protocole d'accord pour la coopération et je tiens à souligner la valeur de la coopération et la collaboration, non seulement entre les organisations, mais entre les gouvernements et les individus. Le partage de l'information est très puissant et Shola et moi nous sommes effectivement engagés à partager et à collaborer sur beaucoup de questions qui ont été identifiées dans le plan

stratégique, et je me permets de – c'est un peu tard, mais c'est la première fois que j'ai effectivement vu Shola depuis sa nomination – le féliciter pour sa nomination et j'attends avec impatience une très étroite collaboration entre la CTO et la CTU. Merci.

SHOLA TAYLOR :

Merci bien. Alors, la parole est à vous. Des questions ? Comment voulez-vous recevoir notre aide ? Quel rôle pensez-vous que la CTO ou le Commonwealth peuvent jouer ? Oui, présentez-vous svp.

TAHIR SHAH :

C'est Tahir Shah, du Pakistan. Pakistan est un des membres de la CTO. Merci, [inaudible] pour m'avoir permis de dire quelques mots sur le travail du Commonwealth. Je remercie tout spécialement le gouvernement britannique d'avoir facilité à la CTO [en particulier] le développement de sites Web et j'apprécie les efforts de la gestion de la CTO pour la future planification stratégique. Je pense que la CTO travaille dans la bonne direction. Ils ont sélectionné des priorités appropriées comme la cybersécurité et les TIC et les handicapés et les TIC et la jeunesse. Ce sont des priorités sensibles.

Je suggère que la CTO pourrait avoir une sorte de référentiel partagé du document politique des TIC afin que les pays membres puissent profiter de l'expérience des autres. Merci.

SHOLA TAYLOR : Merci. Oui, Tracy.

TRACY HACKSHAW : Oui. Je voulais juste dire qu'une chose que j'ai découverte avec ce processus de reddition de comptes est que peut-être les membres du Commonwealth auraient besoin de davantage de séances d'information que celles offertes par le GAC, sur des questions spécifiques, ce que cela signifie pour votre pays ou pour votre région, etc. Je me demande si, maintenant que nous avons la plateforme CIGF disponible, et je pense que le site Facebook est également une sauvegarde, cela pourrait être l'occasion de commencer à partager des documents régionaux – je ne veux pas paraître trop spécifique, mais – ce que signifie la responsabilité et la transition pour l'Afrique, les Caraïbes, le Pacifique, l'Europe et le Canada, et peut-être – je ne sais pas si il y a des ressources, mais – la traduction. Je sais que cela a été un défi pour de nombreux pays du groupe de travail pour les régions faiblement desservies que je co-préside ; ce serait peut-être l'occasion de collaborer et de partager l'information pour que les membres puissent participer plus facilement aux

discussions, pour comprendre exactement de quoi on parle et peut-être éviter tout simplement de soutenir ou ne pas soutenir sur la base d'autres questions, mais ce que cela signifie pour la région, pour votre pays en particulier. Merci.

SHOLA TAYLOR : Merci. Tracy est de Trinité-et-Tobago, il ne s'est pas présenté. Oui.

TOPE FASHEDEMI : Merci bien. Je suis Tope Fashedemi, du Nigeria. Une fois de plus, pour vous féliciter pour le plan et surtout ce qui concerne la coordination effective des pays du Commonwealth. Je pense que cela concerne ce que Tracy vient juste de remarquer. Mais plus précisément la question du CCWG et de ce que vous avez souligné concernant les délais et les risques. Je pense que tout le monde apprécie ça, mais plus important pour le groupe de « Let's move on » est de comprendre d'où vient l'opinion minoritaire. Je pense que c'est une occasion cruciale pour amener tout le monde à bord, mais il semblerait que c'est tout à fait le contraire et tout ce qui est issu du point 4 des conditions préliminaires établies par la NTIA, et c'est de quoi je parle, je pense que cela a été mal interprété. Parce que c'est ce que la déclaration mentionne : de ne pas laisser le processus à une

organisation gouvernementale ou à une organisation multi-gouvernementale.

Je crois que c'est clair. Dès le départ, l'ICANN n'est pas une organisation gouvernementale. Le gouvernement, si vous voulez, est seulement un segment du groupe multipartite. Alors, mettre en place un système qui est plus exigeant aujourd'hui ou, si vous voulez, qui réduit l'influence du GAC dans un système qui est déjà compartimenté, le gouvernement est exactement au même niveau, si non moins, que les autres groupes de parties prenantes. En voilà la cause.

Je donne un exemple simple de ce qui se passe en ce moment : le .africa. Si vous avez un système où tous les pays d'Afrique ont signé quelque chose et une personne de l'unité constitutive des utilisateurs commerciaux prend en otage le gouvernement pendant plus de deux ans, et puis le gouvernement va avec diligence à travers le système UDRP de l'ICANN pendant deux ans, et puis à la fin, l'ICANN elle-même, après avoir traversé ce processus, est d'accord qu'ils ont raison mais qu'il n'y a toujours pas de résolution. Cela dit beaucoup. C'est le système actuel. Si nous pouvons maintenant voir où en sont les propositions et ensuite voir ce qui va se passer ? Nous sommes maintenant dans la situation que vous [avez entendu] hier, le gouvernement de l'Inde parlant d'environ 400 millions de personnes sur l'Internet, la Chine parlant d'environ 800 millions de personnes. Au Nigeria,

il y a plus de 90 millions de personnes et nous sommes à un point où les gens commencent à dire que l'accès Internet – même pas l'accès à Internet, l'accès à large bande – n'est plus quelque chose qui va devenir un droit fondamental que le gouvernement rendra disponible, si quelqu'un veut ou non, et en même temps vous ne voulez pas que le gouvernement ait son mot à dire ? Je crois que c'est mal. Ainsi il y a l'autre côté, le côté grand public, pour vraiment profiter de l'occasion [un peu] de demander et puis tout le monde sera allé vers l'avant assez rapidement. Donc je pense que si cela peut être mis en perspective, alors la vie deviendra vraiment plus facile pour tout le monde. Merci.

SHOLA TAYLOR :

Merci. J'allais écouter tous les commentaires d'abord, mais vous avez fait une déclaration très importante qui exige une réponse immédiate, alors, je demanderai à Mark et puis à d'autres de répondre. C'est une question critique.

MARK CARVEL :

Oui. Merci, Shola. Et merci d'avoir soulevé cette question en effet si importante et cruciale. L'expérience de .africa est terrible. Elle est inacceptable. Je pense que nous sommes tous d'accord là-dessus. Eh bien, nous devons apprendre de cette expérience et j'espère que la résolution sera immédiate et, très concrète. Mais

nous avons appris de cette expérience et nous avons Nigel Hickson ici de l'ICANN, et peut-être qu'il veut aussi faire des commentaires sur ce point. Je ne sais pas...

Je trouve que l'évolution associée à la transition va éviter que ce genre de choses se répète à l'avenir. Et il y a un décloisonnement. Le GAC, dans le passé, et quand j'ai rejoint le GAC, tout était au sujet de, « Qu'allons-nous dire au Conseil d'administration ? » Et c'était un très petit groupe, avec des réunions à huis clos – c'était en 2008 – et complètement différent de ce que nous sommes maintenant ; mais nous avons plus de choses à faire et le facteur évolutif clé pour le GAC est ce que j'appelle le « travail transversal » au sein de cette communauté de l'ICANN afin que nous puissions être attentifs aux préoccupations d'intérêt public.

À la première étape de tout processus d'élaboration de politiques initié à travers la GNSO, via le groupe de consultation, le groupe de Consultation GAC / GNSO sur l'interaction sur l'élaboration des politiques au long du processus. Je crois donc que ce sera un grand changement pour nous avec des implications sur les ressources et les capacités que nous devons considérer et envisager la manière dont nous allons participer à ces processus. Il y aura des discussions à ce sujet plus tard.

Alors, il y a ça et la transition. Le Royaume-Uni est d'avis que la transition améliore effectivement le rôle des gouvernements dans leur capacité de consultants, parce c'est ce que dit la proposition. Nous serons là en termes de participation décisionnelle en fournissant des conseils. Les décisions ne veulent pas juste dire présenter des objections, soutenir, s'abstenir. Elles veulent aussi dire conseiller, et c'est où je vois le GAC se décroiser, si vous voulez.

Voilà donc mon point de vue initial. Mais il y a beaucoup de travail à faire et rien n'est parfait, encore, certainement. Mais nous allons essayer de bien faire les choses, et il y a une étape de mise en œuvre pour obtenir de bons résultats, pour peaufiner les choses, je pense. Nous ne serons pas en mesure de faire des modifications à la proposition, mais la mise en œuvre est également essentielle pour que le GAC continue. Merci.

SHOLA TAYLOR : Merci, Mark. Oui, svp.

KHALED FATTAL : Khaled Fattal, du groupe Internet multilingue. Je voudrais faire un commentaire sur les observations des orateurs précédents et aussi sur votre plan stratégique. J'ai eu l'occasion de travailler avec la CTO auparavant et je suis vraiment heureux avec

quelques points clés que vous avez inclus dans votre plan stratégique. Mais avant d'approfondir là-dessus, je voudrais que tout le monde puisse faire entrer dans son esprit une image. Et je m'excuse de l'exemple – si quelqu'un entrait avec un revolver, nous savons qu'il y a une menace immédiate. Si nous pensions à la météo et quel en sera l'impact pour nous, nous allons peut-être commencer à penser à ne pas oublier notre parapluie ou peut-être prendre un imperméable. Je pense que non seulement le Commonwealth, mais la communauté internationale a besoin de leadership pour les solutions. Ici je fais la distinction entre ce qui peut être agréable contre ce qui aura un grand impact. Je reviens maintenant à un point de votre plan stratégique – la cybersécurité. Et là, j'insiste sur la cybersécurité comme un terme qui a été employé pendant les dernières 30 ou 40 années, et il n'est pas surprenant que beaucoup de gens encore parlent de [manque de] cybersécurité. Il y a très peu de différence quant à la façon dont les menaces ont un impact sur parties prenantes au niveau national et au niveau des entreprises. Et il faut faire une distinction.

Il y a les menaces conventionnelles, à savoir tout ce que nous voyons, mais aussi les nouvelles... ce que nous qualifions comme les cyber-menaces politiques qui ont en fait un impact sur les infrastructures, les ressources naturelles et les entreprises. Si nous en tant qu'organisations – comme vous avez

demandé quels seraient nos conseils – si des organisations comme la CTO ou la CTU sont intéressées à guider la pensée des membres et des parties prenantes sur ce qu'ils doivent faire et que cela avait des répercussions immédiates, alors il faudrait distinguer clairement les menaces à la cybersécurité, leur impact et les solutions pour que tout puisse améliorer.

Finalement, même au niveau national, il y a des chances de développer des avantages concurrentiels. Les nations qui réussissent à ce que leur pays et leurs parties prenantes soient plus compétitifs dans le monde numérique, ça aussi c'est une opportunité. Pour ceux qui ne veulent pas, vous savez quoi ? Le bon Dieu prend soin de tout le monde. Voilà ce que je voulais dire.

SHOLA TAYLOR :

Merci bien. Pour ceux qui ne le savent peut-être pas, nous organisons une conférence sur la cybersécurité pour le mois prochain et nous essaierons d'encourager ceux qui ne peuvent pas venir à Londres pour qu'ils participent en ligne. Alors, vérifiez notre site Web à cet égard. D'autres commentaires ? Oui, Mary.

MARY UDUMA :

Bonjour. Mon nom est Mary du Nigeria, et j'ai eu [réunion GAC] et d'autres personnes qui sont dans le GAC. Nous participons également d'autres unités constitutives, et j'ai toujours plaidé pour que cette réunion ne soit pas limitée aux membres du GAC appartenant au Commonwealth. D'autres unités constitutives devraient y participer. Parlant des domaines de premier niveau géographique, je crois que c'est le bon moment pour examiner comment ce groupe encouragera les membres pour savoir tout d'abord si leur TLD a été délégué, et s'ils comprennent le processus ainsi que l'activité dans l'entreprise du nom de domaine et ce que les anciens comme le Royaume-Uni ou l'Australie ou le Canada pourraient faire pour donner une place aux petits ccTLD.

Dans le processus des ccTLD nous sommes variés dans l'approche et l'exploitation. Certains sont totalement gouvernementaux, d'autres sont totalement privés, d'autres sont à but non lucratif. Le Commonwealth pourrait donc aussi regarder où, comment et pourquoi [questions ont] ces ccTLD. La participation ne sera pas efficace ou visible si nous ne comprenons même pas le processus. Et j'aime le fait que Shola propose une réunion préalable à la réunion à chaque fois de sorte à parvenir à une compréhension commune. Sensibilisation plus éducation plus encouragement et échanges.

Ce qui m'a aidé quand j'ai commencé dans les ccTLD, c'était que j'ai pu aller en Angleterre et j'ai passé environ trois jours là-bas. Ils m'ont raconté ce qu'ils faisaient et cela m'a beaucoup aidé. Les grands ccTLD peuvent aussi faire de petits échanges et développer les plus jeunes, pour nous aussi nous puissions exister. Et dès que nous sommes là, nous sommes en mesure de contribuer efficacement. Nous pourrions aussi participer efficacement. Alors, participation et contribution... Les deux ne peuvent exister que si l'on comprend le processus. Si vous ne le comprenez pas, vous n'existerez pas. Merci.

SHOLA TAYLOR : Merci bien. Il nous reste cinq minutes. Oui, svp.

JUSTIN RUGNDIHENE : Merci, monsieur le président. Je m'appelle Justin Rugondihene. Je suis le directeur de [inaudible] technologie de la communication de l'autorité de régulation des services publics du Rwanda et je suis le représentant du Rwanda auprès du GAC. J'ai deux points à signaler. Peut-être [actuellement] il y a quelques discussions qui sont en cours [inaudible] au sein du GAC, c'est ce que l'on appelle l'exercice de simulation de crises 18. Bien des fois ce genre de questions nécessitent une position harmonisée. Ma suggestion est si au sein du Commonwealth il pourrait y avoir un cadre convivial où les pays du

Commonwealth harmonisent leurs positions sur certains éléments essentiels et sur cette discussion à l'ICANN. Voilà mon premier point.

Le deuxième. Les pays africains n'ont pas une participation suffisante aux réunions de l'ICANN, alors que dans l'UIT la participation est croissante. Alors peut-être lorsqu'il y a une réunion des groupe de travail du Conseil de l'ICANN qui discutent sur la gouvernance de l'Internet, les pays africains ils ont... à l'UIT, oui. Mais pour en revenir à l'ICANN, la présence n'est pas suffisante. Alors, cela vient peut-être d'une mentalité... Les pays africains pensent qu'ils doivent donner la priorité à l'UIT ou au débat sur la gouvernance de l'Internet au sein de l'UIT et ignorer toutes ces opinions à l'ICANN. Je pense que la discussion est même plus importante à l'ICANN qu'à l'UIT car l'avenir de la gouvernance de l'Internet est discuté ici.

Je demande au Commonwealth de voir peut être la manière de recommander à ces pays qui ont une certaine mentalité ou qui ne donnent pas d'importance aux réunions de l'ICANN, eh bien, d'agir en notre faveur. Peut-être pendant la réunion de haut niveau du Commonwealth ou peut-être ailleurs. Vous devez le savoir mieux que moi. Merci de m'avoir donné la parole.

SHOLA TAYLOR : Merci bien. Oui, avant de vous donner la parole, Gloria de l'Ouganda, vous voulez dire quelque chose ? Puisque vous appartenez aussi au gouvernement, vous avez été active à l'ICANN.

GLORIA KEMBABAZI : Merci beaucoup. Avant tout je tiens à remercier la CTO pour leur travail à l'Ouganda. Il est fort apprécié, notamment en ce concernant la cybersécurité et le cadre que nous avons mis au point. Je voudrais revenir à ce qu'il vient de dire. Nous sommes l'avenir, nous sommes la représentation de notre gouvernement. Alors, en rentrant, vous parlerez à vos chefs de département, vous parlerez à vos ministres de ce que nous avons réussi à faire dans cette réunion ? Il faut s'assurer de traiter les questions pour comprendre que l'ICANN est essentielle et très importante. Nous utilisons l'Internet pour notre développement socio-économique, et c'est notre avenir. C'est l'avenir de nos pays, alors je pense que c'est notre responsabilité. Merci bien.

SHOLA TAYLOR : Merci. Oui, svp.

JAMES [JEROGA] :

Merci. Je m'appelle James [Jeroga]. Je viens de Nairobi, au Kenya. Je suis désolé d'être arrivé en retard, mais je pense que je devrai rattraper ce qui a été dit. Mais allant à ce que ma sœur vient de nous dire, d'être le représentant d'un gouvernement qui rentre à la maison... Désolé, voyons les priorités. Je voulais savoir si la CTO a un bureau dans les pays africains. Comme par exemple, mon pays. Hier lors de la séance d'ouverture, nous avons entendu que l'ICANN ouvrira un centre de communication à Nairobi. Si vous avez un centre de communications, disons comme à Nairobi ou dans d'autres pays d'Afrique, ce serait bien que nous soyons informés afin de savoir où nous pouvons obtenir des informations [requis].

En ce qui concerne donner les informations à nos gouvernements en rentrant, n'oubliez pas que certains parmi nous ne sont même pas à proximité du gouvernement ; nous sommes des sociétés civiles et le gouvernement ne reçoit aucune information d'une personne comme moi, ils ne savent même pas que si je suis ici, ils ne se soucient pas. Je ne crois pas que, pour nous, il soit facile de faire passer le message en rentrant dans notre pays. Mais avec votre soutien et de bonnes informations, je pense que nous pouvons arriver quelque part. Voilà ce que je voulais dire.

SHOLA TAYLOR :

Merci bien. Je voudrais juste attirer votre attention sur ce que le monsieur du Rwanda a dit et une réponse de l'Ouganda. Je pense que ce que la dame de l'Ouganda a dit nous incombe. Permettez-moi de vous raconter mon expérience. Hier soir j'ai été invité par la société civile et le premier ministre du Nigeria à un dîner de [inaudible] Secrétaire du ministre des communications. Très intéressant. Ils nous ont accueillis et ce dîner d'une heure s'est transformé en quelque chose d'autre. La Secrétaire [inaudible] a conclu que, wow, il y a un travail réel à effectuer. Il a écouté.

Et je pense que si ce genre de chose pouvait être faite le [premier ministre] ne devrait pas attendre à ce que le gouvernement fasse les choses. Engager les gouvernements. Et c'est ce que j'ai découvert hier. En une heure et demie, il y a eu un échange d'opinions très utile où le représentant du gouvernement a pris certaines choses en charge et a décidé de commencer à faire les choses différemment. Alors tout a commencé par l'ICANN faisant quelque chose pour nous, nous devons aussi prendre l'initiative. Le centre avec Africa.com pose des problèmes. Finalement, les deux parties ont leurs arguments et nous et la CTO, nous sommes engagés à faire certaines choses en privé pour assurer que nos problèmes soient résolus. Parce que je ne veux pas l'expérience de décourager les africains et commencer à aller [contre] la transition. Il est important que nous ayons

confiance dans le nouveau système qui s'approche. Et cette question doit être résolue dès que possible. Nous allons prendre des mesures pour assurer qu'elle soit résolue.

En ce qui concerne si nous sommes présents... nous sommes présents partout. Allez dans notre site Web, on est là. Nous sommes à Nairobi à travers le système en ligne. Nigel est ici de l'ICANN. Je suis sûr qu'il veut dire une ou deux choses. Merci.

NIGEL HICKSON :

Merci beaucoup, Shola. Je suis Nigel Hickson. Je travaille dans l'équipe de la relation avec les gouvernements de l'ICANN, et à l'ICANN le Commonwealth est un peu un véhicule difficile parce qu'il n'est nulle part, si vous voyez ce que je veux dire. Le Commonwealth n'appartient à aucune région, alors nous le cherchons à Genève qui semble approprié, je suppose, mais c'est vraiment bien d'avoir une relation avec le Commonwealth. C'est vraiment bien d'avoir une relation avec la CTO, et je pense que cette initiative est excellente et merci, Shola, pour votre leadership à cet égard.

Je ne vais pas faire des commentaires sur .africa parce que vous connaissez les faits mieux que nous. Tout ce que je peux dire est que lorsque nous avons pris connaissance du dernier problème concernant le dépôt d'une mesure de restriction auprès des tribunaux américains, beaucoup parmi nous étions plus déçus

que vous parce qu'il aurait été vraiment agréable d'avoir reçu un message positif sur .africa. Eh bien, je pense que nous avons un message positif, mais il aurait été tellement agréable de conclure cette question précise.

Sur les questions plus larges de la transition de l'IANA, évidemment vous en avez discuté en détail et vous avez entendu toutes les discussions. Tout ce que je vais dire est que pendant les années où j'ai travaillé à l'ICANN et avant au sein du gouvernement, il s'agit ... la question de la souveraineté américaine sur une partie de la racine de l'Internet a été une question très importante pour les gouvernements. Je pense que les fonctionnaires, nous sommes confrontés à toutes les difficultés pour expliquer à nos ministres pourquoi il y avait ce lien avec les États-Unis. Toutefois, ce lien n'a jamais été abusé, mais c'était la première question des ministres, « qu'est-ce qu'ils ont fait ? » et nous avons dit, « Eh bien, il n'a jamais été abusé, » mais il y a un lien vers les États-Unis et la manière dont il porte atteinte à la souveraineté nationale, bien sûr, c'est très important. Alors nous espérons certainement que la transition se poursuivra. C'est un engagement. Pas tout le monde n'a obtenu ce qu'il voulait, mais il y a plus de travail à faire, il y a la mise en œuvre, il y a une autre piste de travail 2 sur la responsabilité et j'espère que les gens s'y impliqueront. Et merci aux gouvernements qui ont participé à ce processus. Merci.

SHOLA TAYLOR : Je vous remercie, Nigel. D'autres questions urgentes ? Mark ?
Merci.

MARK CARVEL : Merci. Juste un rappel pour dire qu'il existe encore des membres du Commonwealth qui ne sont pas au GAC, donc tout ce que les gens autour de la table et nos contacts pourront faire pour augmenter la participation du Commonwealth à l'ICANN à travers le Comité consultatif gouvernemental sera très apprécié. Les pays sont le Bangladesh, Belize, Guyane, Lisutu, Maldives, Saint-Christophe et Saint Vincent. Alors, sept pays. Le nombre diminue. Antigua nous a rejoints récemment, lors de la dernière réunion. Alors oui, veuillez diffuser l'importance de rejoindre le GAC et de participer à toutes ces questions clés, y compris la transition, la mise en œuvre, la piste de travail 2, comme Nigel l'a mentionné. Il nous reste beaucoup de travail à faire et nous devons tous nous impliquer. Merci.

SHOLA TAYLOR : Oui. Merci bien. Pour le Bangladesh, j'ai engagé deux ministres il y a juste deux semaines, et le problème est d'étudier la question. Parce qu'en rentrant, ils ont beaucoup de questions sur Internet,

alors ils sont un peu sceptiques quant à ce qui se passe. Mais nous les engageons. Et ça, c'est important.

Juste pour finir, je tiens à remercier chacun d'entre vous d'être venu ici. On n'a pas offert un déjeuner, seulement quelque chose à grignoter. J'espère que ça vous a plu.

Deuxièmement, j'ai mentionné que nous sommes en train de recruter quelqu'un qui puisse faire ce travail de coordination pour nous à la CTO. Alors, si vous connaissez des jeunes gens, dynamiques, hommes ou femmes qui seraient prêts à exécuter cette tâche, nous sommes prêts à les considérer. Faites-nous parvenir vos CV, et Dieu merci, nous avons un site Web qui est là. Nous allons le mettre à jour pour qu'il soit un plus actif, et nous aurons cette personne pour mieux coordonner les activités.

Enfin, nous envisageons également d'avoir un FGI du Commonwealth autonome. Nous discutons toujours avec les pays potentiels. Donc si vous pensez que vous êtes en mesure d'être l'hôte, veuillez nous l'informer. Il y a un pays qui a manifesté son intérêt, mais nous n'avons encore rien conclu ; nous sommes toujours ouverts à la discussion avec n'importe quel pays intéressé.

Enfin, permettez-moi de remercier Bernadette d'être ici. Merci beaucoup. Et sans aucun doute notre collaboration se poursuivra. Et Mark, vous avez fait un excellent travail. Nous

apprécions votre collaboration. ICANN, nous apprécions toujours votre soutien. Vous disiez que vous ne savez pas où nous placer. Bon, ça c'est bien. On est partout. Nous sommes en Afrique. En fait, lors de la dernière réunion de l'ICANN, les africains ont décidé de venir avec nous pour avoir une rencontre si vous vous souvenez à Dublin. C'était une réunion du Commonwealth africain qui s'est très bien passée.

Et, soit dit en passant, l'une des stratégies que j'ai est que je répands le Commonwealth et très bientôt, vous entendrez le Gabon. Un pays francophone aimerait devenir membre du Commonwealth, parce que je crois que nous n'allons pas nous limiter aux pays anglophones.

Oh, excusez-moi. Membre de la CTO. Mais j'ai aussi une chose à vous dire, même si je ne devrais pas dire cela, le Président du Gabon a dit à quelqu'un, « [Cameron] est bilingue. Ils obtiennent des avantages des deux côtés. C'est quoi notre problème ? » C'est ce que le président du Gabon a dit. Et cela nous donne réellement l'élan nécessaire pour encourager la communauté des télécom, la communauté des TIC à faire partie du Commonwealth.

Je vous remercie. Je salue mon ami des Bermudes. C'est la première fois que nous le voyons ici. J'espère que vous aurez quelque chose à apporter en rentrant et faire partie de nous.

Très bien, merci. Et, qui a pris les notes ? Oui, j'ai ce Monsieur à la [inaudible] qui s'est porté volontaire pour prendre quelques notes qu'il vous enverra par la suite. Merci beaucoup. Bon après-midi !

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]